

## Grenoble

### Le campus de la peur

Paris Match n°1153, 26 juin 1971

Par Georges Menant

**Depuis plusieurs mois Grenoble fait tristement figure de capitale du gauchisme violent. Les incidents – dépôts de bombes, actes de vandalisme, enlèvements, tribunaux populaires, etc - s'y succèdent avec régularité. Chacun le sait : c'est le campus de l'université qui est le p.c de cet activisme. Pour la première fois, Georges Menant dit toute la vérité sur le campus de la peur.**

« Grenoble, c'est Chica...gauche. » Il était six heures du soir. Sous l'orage montagnard crevant avec un bruit de bombes, j'avais demandé mon chemin à ce Grenoblois exaspéré qui rentrait du travail en se cramponnant à son parapluie. Dans le tintamarre des boulevards, les sirènes de police tissaient leur contrepoint miaulant : des cars de gendarmes casqués filaient vers le stade de Glace où la municipalité avait refusé, puis accordé, puis refusé une salle aux étudiants gauchistes qui venaient de s'ériger en « tribunal populaire ».

Chicagauche... il suffit de marcher dans la ville. Pas un édifice public, palais de justice, caserne, commissariat, Conservatoire, E.d.f. qui n'ait eu sa bombe ou son pot de peinture. Et la prison comme l'Armée du Salut. Et le monument aux morts dont on a arraché le drapeau, et la plaque du 11 novembre ou le Mémorial aux déportés, souillés comme les façades d'I.b.m., Manpower ou Caterpillar. Et les vitrines de Prisunic et des Nouvelles Galeries défoncées comme le tabernacle de l'église de Saint-Pierre-de-Chartreuse où l'on a fourré à la place du ciboire un exemplaire de la « Cause du peuple ».

Bien sûr, tout n'est pas signe des gauchistes. Bourgoin, la Mecque du C.i.d-U.n.a.t.i. et de son prophète Gérard Nicoud, n'est qu'à 60 kilomètres de Grenoble et une bonne part de tout cela peut être imputée à certains de ses hommes de main, comme aux provocateurs à croix celtique d' « Ordre nouveau », ou tout simplement aux bandes de délinquants du samedi soir, qui pullulent dans cette ville à la fois trop vieille et trop neuve.

- Effets cumulatifs, expliquent les responsables de la police locale, la violence entraîne la violence. Tout se tient.

Pour faire face aux gauchistes, il a fallu abandonner les patrouilles, dégarnir la brigade des mineurs. Même en Collectionnant les heures supplémentaires, en repoussant leur date de vacances et en mobilisant leurs voitures personnelles, les policiers ne peuvent plus être en même temps au four et au moulin. Résultat, cette effarante progression des hold-up dans la ville : 2 en 1968, 0 en 1969, 14 en 1970 et 8 pour le premier trimestre 1971. C'est la courbe même de l'agitation gauchiste.

#### **TOUT LE MONDE CONNAIT LES MENEURS 400 AVORTEMENTS PAR AN SUR LE CAMPUS LA POLICE SE SENT DESARMEE ET DESAVOUEE**

Et au surmenage s'ajoute maintenant le malaise. La dernière attaque des grands magasins a fait dix millions anciens de dégâts et neuf blessés parmi les policiers. Mais sur les 29 assaillants arrêtés, un seul a été écroué. Des C.r.s., qui ont été bombardés pendant quatre heures à coups de pierres et de boulons lors d'une manifestation aux Beaux-Arts reçoivent l'ordre de laisser sortir les émeutiers sans même un contrôle d'identité. Alors ils posent leurs boucliers à terre et applaudissent les gauchistes. « La prochaine fois, s'exclame un maréchal des logis, on leur présentera les armes ! » Et la semaine dernière, l'enlèvement en pleine ville de deux Sud-Vietnamiens. Les organisateurs du rapt courent toujours ? Non pas. Ils sont au campus universitaire, où tous les journalistes peuvent les voir.

- Mandat d'amener ? dit-on au campus, eh bien, que les flics s'amènent !...

200 hectares, 4000 chambres, un restaurant de paquebot transatlantique, des amphis en forme d'auditorium, gazon, galets, fleurs sauvages, plexiglas, caoutchouc-mousse et duralumin, le tout serti dans un décor de montagne et de ciel à mettre en faillite tous les syndicats d'initiative du monde : c'est la cité universitaire de Grenoble. Le campus pilote qu'a voulu se donner la ville pilote de l'expansion

française. Le rêve enfin conjugué de l'urbanisme et de l'humanisme. La cité de la Liberté au royaume de la Connaissance.

Le résultat est ce cauchemar : un troupeau de moutons conduit par des loups et l'ordure promue civilisation. Ici, ce qui saute aux yeux n'est pas la révolte, c'est la pagaille et la crasse. Les graffiti qui pullulent et qui vont de « Libérez Geismar » à « Viens, on va se coucher », rarement plus drôles. Les garages dépotoirs, où la moitié des vélos attachés par une seule roue ont eu l'autre volée. La bibliothèque et la discothèque saccagées. Le débrailé général, l'impression que n'importe qui peut faire n'importe quoi, pourvu que ce soit le mal (la résidence Berlioz n'a même plus de directrice. La dernière, Mme Renaud, qui voulait chasser un beatnik étranger au campus a dû s'enfuir par la fenêtre, après avoir été rouée de coups et « condamnée à mort »). Une carte de priorité au restaurant, un job dans les bureaux ? Combine avec celui-ci ou celui-là. Un avortement ? Facile. On vous donne l'adresse : à la résidence Debussy. 400 avortements par an sur le campus. Prostitution ? On vous citera les fils des nobles étrangers d'Afrique ou du Moyen-Orient qui entretiennent une étudiante « achetée » sur le campus, blonde de préférence. Tragique tout ça ? Vous rigolez. Aux dernières élections du comité de gestion, la liste qui est arrivée troisième est celle du M.e.u.h. (Mouvement étudiant universitaire herbivore).

Alors ?

La terreur a planté son drapeau sur ce tas de fumier. Impossible aux non-gauchistes militants de distribuer leurs tracts ou de prendre la parole dans les assemblées, impossible d'aller réviser sur le campus, impossible même de donner une « boum » : la dernière, à la résidence Ouest, a été interrompue à coups de rasoirs et de barres de fer.

Les meneurs ? Tout le monde les connaît. Les voici : Pierre Boisgontier, chercheur en physique, inculpé d'enlèvement et visible tous les jours au restaurant universitaire ; Volodia Shashahani, dit « le Palestinien », ancien maître d'internat, radié par le recteur pour une série de fautes professionnelles, et réembauché comme contractuel à l'Institut de recherches sur l'intervention de Boisgontier ; Marie-José Buet, la passionaria du groupe, étudiante en droit criminel et deux fois condamnée pour violences à agents ; Pierre Forax, étudiant en sciences, condamné pour le même délit, et présentement gréviste de la faim au Centre œcuménique de Grenoble ; Michel Bernardi de Sigoyer, un nom qui offre cette particularité de figurer à la fois sur les registres de l'université des sciences, sur les fiches de la police et dans le Bottin mondain. Et pour que le folklore soit complet Jean-Max Bernard, dit « Max », carreleur de son état, déserteur de la Légion et recherché comme tel, le Katangais du groupe, qui patrouille le campus avec un revolver ou une carabine à lunette suivant la gravité du moment.

Alors, la grande question : comment un quarteron de « maos » (ils ne sont, m'ont-ils dit eux-mêmes, qu'une cinquantaine) arrivent-ils à dicter leur loi aux milliers d'habitants du campus. Réponse : parce que ceux-là sont des milliers justement, et qu'ils sont sur le campus. Des milliers d'individus, garçons et filles, qui sortent de l'éducation familiale et de l'enseignement magistral, et qui se trouvent soudain ensemble, suspendus pour trois, quatre, cinq ans, dans cet état qui n'est ni l'enfance ni la vie, et dans ce monde de liberté déboussolée, à la fois vide et clos, qui est celui du campus. Et qu'à vingt ans, il est toujours plus drôle de rosser le guet que d'écouter son père. Pour peu qu'on vous présente l'affaire sous les couleurs de la justice et de l'idéal, c'est gagné.

Les policiers n'ont que deux solutions. Ou bien, comme l'été dernier, investir le campus en force. Et alors, c'est l'émeute généralisée, les barricades, et plus de cent millions de dégâts. Ou bien, tenter le coup de commando sous un déguisement, comme ils le firent avec une camionnette de blanchisseur quand le bruit courut que Geismar était à Grenoble. Et c'est le risque d'un repli en catastrophe sous une averse de pavés et de cocktails Molotov.

Que faire ? J'ai posé la question à tous ceux que l'opinion accuse de « démission » - c'est-à-dire tous les responsables de l'ordre à Grenoble. Au recteur d'abord. M. Niveau, qui fut le plus jeune recteur de France, est un universitaire courageux, et même véhément :- Je me battraï inlassablement contre les gauchistes, quoi qu'il m'en coûte. La violence et l'intolérance n'ont pas leur place à L'Université et l'Education nationale ne peut plus vivre avec ce chancre. En fait, le recteur est prisonnier d'un syllogisme. Il dénonce la violence au nom de ses principes. Mais on ne lutte contre la violence qu'avec la violence. Or, il ne peut employer la violence sans renier ses principes. D'ailleurs, il le dit : - Je n'ai qu'une arme : la parole.

Le préfet de l'Isère est un homme charmant, qui porte avec désinvolture un nom difficile pour un représentant de l'autorité : il se nomme Vaudeville. On l'imaginerait plutôt premier secrétaire d'ambassade à Manille ou à Saint-Domingue. Et son langage est tout de diplomatie.

- Nos moyens, dit-il, ne correspondent pas à la situation.

L'important est tout ce qu'il ne dit pas : que la situation sociale est un peu tendue, que le gouvernement ne veut pas risquer un dérapage du type Mai 68 et que la fin du mois mettra fin au problème étudiant. On verra à la rentrée.

Le maire de Grenoble, M. Dubebout, est une figure nationale, et même internationale. Cet ancien officier de marine, venu à Grenoble comme ingénieur et porté à la mairie par hasard sur une liste P.s.u., incarne le miracle de Grenoble, ville-champignon et cité du futur, consacrée par l'apothéose mondiale des Jeux olympiques. En réalité, c'est plutôt l'intendance qui préoccupe ce pur technicien, mal à l'aise dans les champs de mines de la politique. Or, le miracle grenoblois se porte mal. La petite ville-champignon est en train de s'effondrer sous son champignon. Elle avait trop grandi en surface, et pas assez en puissance. Gros soucis pour M. Dubebout. Et maintenant, voici que les gauchistes lui font, à lui P.s.u., ce coup de Jarnac : ils réclament un « tribunal populaire ». Alors, M. Dubebout s'isole au plus insonorisé de sa belle mairie-Brasilia et prend à deux mains sa conscience d'officier de marine. Et au nom de l'ordre, il refuse une salle. Mais les gauchistes envahissent la mairie, et il accepte.

- J'ai voulu leur donner une leçon de liberté.

Sur quoi le préfet interdit la réunion, ce qui oblige le maire à retirer la salle.

- Après tout, conclut-il, les forces de l'ordre sont sous l'autorité du préfet. Moi, je suis désarmé.

Ce qui est fâcheux pour un officier de marine, surtout quand il est à la barre du navire-amiral.

Les policiers, eux, sont de plus en plus écoeurés. Autrefois, Grenoble était une ville d'interdits de séjour. Avec les truands, on savait s'entendre. A présent, quand ils arrêtent des gauchistes, ils ne trouvent pas de langage pour les interroger. Ils sont d'avant le structuralisme. Et ils redoutent d'être accusés de brutalité par des magistrats qui, l'heure du jugement venue, laissent partir les gens dont il a été si difficile de se saisir.

- La magistrature, disent-ils, est contre le pouvoir.

- Pardon, répondent les magistrats. Nous ne pouvons pas condamner sans administrer la preuve. C'est la loi qui n'est pas adaptée au problème.

En attendant, les murs de Grenoble sont fleuris d'inscriptions comme : « Le Gouic enc... » M. Le Gouic est l'un des doyens de la magistrature grenobloise. L'autre jour, en lisant cela, sa fillette, qui va sur ses quatorze ans, lui a dit :

- Eh ben, P'pa t'es drôlement célèbre !

Le résultat de cette situation folle est une nouvelle escalade dans la violence. Et cette fois, on en est au stade des coups de feu. Tout le monde connaît les faits : des étudiants sud-vietnamiens, que les gauchistes avaient empêchés à plusieurs reprises de tenir une réunion d'information sur leur pays, sont revenus le 28 mai devant le restaurant universitaire, casqués et armés. Pris sous un déluge de vaisselles et de chaises, l'un d'eux a sorti un 6,35 et l'autre un sabre.

### **SEPT BLESSES DANS UNE MANIF : DEUX PAR BALLE LE SILENCE ET LA PEUR SONT DE REGLE UN JOURNALISTE MENACE D'ETRE DEFENESTRE**

Il y a eu sept blessés parmi leurs adversaires, dont deux par balle. Le lendemain, deux des Sud-Vietnamiens ont été enlevés en pleine ville par un commando gauchiste et séquestrés dans la montagne pour être interrogés en vue d'un « tribunal populaire ». Depuis une grève de la faim a été déclenchée pour l'obtention d'une salle publique et la parution de « l'enquête » gauchiste dans « le Dauphiné libéré ».

Fait remarquable : la police n'a été alertée que trois heures après les coups de feu. Par un étudiant, un professeur ou quelque fonctionnaire de l'université ? Vous n'y êtes pas. Par la filière suivante : un coup de téléphone des maos du campus au Secours rouge de Paris, qui a prévenu la rédaction du journal « le Monde », qui a alerté son correspondant à Grenoble Paul Blanc, qui a téléphoné au chef des informations du « Dauphiné libéré » Jean Enkaoua, qui a appris l'affaire au préfet ! J'ai voulu en savoir plus. Et je suis retourné au campus, où l'on s'habitue mal à mon âge et à ma cravate. J'ai

demandé à l'escouade gauchiste qui m'entourait d'accepter une invitation à dîner dans quelque endroit de l'extérieur où nous pourrions discuter plus calmement. Ce qu'ils ont choisi ? Le plus grand restaurant de la ville, l'hôtel Lesdiguières. Le débarquement de l'équipe, surgissant ébouriffée et dépoitraillée d'une vieille « doche » (2CV) dans ce temple du rince-doigt et du rond-de-jambe fut, pour sacrifier au vocabulaire dauphinois, plutôt gratiné. Personne, en tout cas, parmi la direction qui ait osé protester au nom de la tenue de l'établissement.

Ce que j'appris concernant « la violence capitaliste » et « l'intolérance de la presse bourgeoise » n'avait rien d'inattendu. En revanche, ce qu'ils me dirent de la façon dont ils avaient pu déclencher leur affaire du « tribunal populaire » expliquait beaucoup de choses.

- Les flics ont mis trois heures à se pointer sur les lieux de la bagarre. Nous, il nous avait fallu dix minutes pour réunir les étudiants indignés, proclamer que la justice bourgeoise ne ferait jamais la lumière sur cette agression fasciste, décider que nous ferions l'enquête nous-mêmes et demander qu'un tribunal populaire soit constitué.

Le « spontanéisme » maoïste, c'est cela. Et contre cela – contre ce poisson-là, dans cette eau-là - que peuvent les bataillons de gendarmes, les préfets, les juges et les lois d'une société démocratique ?

Peut-être y a-t-il une réponse. Elle appartient aux professeurs. Ils sont dans la place, au cœur du problème.

- Que mes collègues enseignants, dit le recteur Niveau, commencent par dénoncer les atteintes portées par les gauchistes à cette liberté d'expression qui leur est si chère.

- Qu'ils se servent de leurs armes, demande le préfet. Qu'on traduise les chahuteurs de cours et les casseurs de portes en conseil de discipline. Pourquoi n'y a-t-il jamais de sanctions ?

Pourquoi ? Parce que le silence et la peur sont devenus la règle, à Grenoble comme ailleurs. Parce que le marxisme est le nouveau cléricisme de l'enseignement. Parce que M. Broué, maître-assistant d'histoire, déclare en plein cours, lors de la mise à sac du lycée Vaucanson pendant laquelle notre confrère du « Dauphiné libéré » Vignerot est menacé d'être jeté par la fenêtre :

- C'est en tant que professeur et parent que j'appelle les étudiants à manifester à Vaucanson.

Parce que M. Rosio, assistant en économie, distribue dans une conférence de méthode un texte de Nizan comparant les ministères à des lupanars.

Parce que M. Bernis (marquis Gérard d'Estanne de) se vante devant ses élèves d'être « le seul professeur du campus à avoir été sanctionné par les autorités universitaires. »

Je pourrais multiplier les exemples. Pour finir, je suis allé voir M. Quermonne, président de l'université des Sciences sociales, qui est un fief du gauchisme au campus. Et je lui ai posé ce qui me paraissait être la question capitale : le droit pour une société démocratique de se défendre contre une minorité qui veut ouvertement la détruire, et le devoir qu'ont les professeurs de défendre eux-mêmes cette notion devant leurs élèves. Voici sa réponse :

- L'Université doit être pluraliste. Son rôle est de remettre perpétuellement la société en question. Avantager une forme particulière de société, c'est faire de l'ordre moral.

Voilà où en sont les choses à Grenoble. La grève de la faim déclenchée par les gauchistes dans une salle œcuménique, avec la bénédiction d'un évêque et d'un pasteur, pour forcer le journal local à publier des « aveux » obtenus par un kidnapping, et contraindre un préfet et un maire à donner une salle à un « tribunal populaire » n'avait recueilli, à son huitième jour, que 622 signatures. Dans un ensemble urbain de 350 000 habitants, ce n'est pas un raz de marée. Mais sur les 622 signataires, 193 étaient des universitaires...

Alors, regardez autour de vous- vous de Lille ou de Marseille, de Strasbourg ou de Bordeaux. Est-ce que les choses sont tellement différentes chez vous de ce qu'elles sont à Grenoble ? Est-ce que ce n'est pas « Chicagouche » qui se prépare un peu partout ?

Georges Menant